2° l'indication des modes de preuves ;

3° l'indication des dispositions de la présente Convention sur lesquelles se fondent les conclusions.

4. — L'Agent d'État peut retirer sa demande de son propre chef, tant que la requête n'a pas été notifiée officiellement à l'autre Agent d'État. Après la notification officielle de la requête, il ne peut la retirer qu'avec le consentement de l'autre Agent d'État.

Article 578

§ 1

1. — Le Président examine si les requêtes introduites auprès de la Commission mixte répondent aux conditions prévues à l'article 577, et si elles émanent de personnes compétentes.

2. — Si elles ne répondent pas aux conditions de l'article 577, alinéas 1 et 2, le Président peut les rejeter comme non-recevables. Le Président peut fixer un délai pour curer ces vices de forme, et rejeter la demande comme non-recevable à l'expiration du dit délai.

3. — Si les autres conditions prévues à l'article 577 ne sont pas remplies, le Président peut exiger que ces lacunes soient remplies.

§ 2

1. — Si la requête est recevable, le Président désigne immédiatement un rapporteur et un corapporteur.

2. — Le rapporteur doit être ressortissant de l'État d'où émane la requête. Le corapporteur doit appartenir à l'autre Etat.

Article 579

1. — La Commission mixte statue, après débat oral, sur le point de savoir si les conclusions formulées dans la requête sont fondées, en tout ou en partie. Seront convoqués pour le débat, les Agents d'État et autres personnes intéressées, si elles sont parties en cause ou si elles doivent être citées en application des stipulations de la présente Convention.

2. — Les débats ne sont pas publics. La parole sera donnée, en premier lieu, au rapporteur et au corapporteur, ou à toute autre partie en cause.

3. — Les personnes convoquées conformément aux dispositions de l'alinéa 1, doivent avoir l'occasion de présenter des demandes et de donner des explications orales.

2. die Bezeichnung der Beweismittel;

3. die Angabe der Bestimmungen dieses Abkommens, die den Antrag begründen.

(4) Der Staatsvertreter kann den Antrag zurücknehmen, bevor die Eingabe dem anderen Staatsvertreter zugestellt worden ist. Nach der Zustellung kann er ihn nur mit Zustimmung des anderen Staatsvertreters zurücknehmen.

Artikel 578

§ 1

(1) Der Präsident prüft, ob die der Gemischten Kommission eingereichte Eingabe den im Artikel 577 bezeichneten Erfordernissen entspricht, und ob sie von einer zuständigen Person ausgeht.

(2) Entspricht die Eingabe nicht den Erfordernissen des Artikel 577 Abs. 1 und 2, so kann der Präsident sie als unzulässig zurückweisen. Der Präsident kann eine Frist zur Behebung der Mängel setzen und die Eingabe nach Ablauf dieser Frist als unzulässig zurückweisen.

(3) Wenn die anderen im Artikel 577 bezeichneten Erfordernisse nicht erfüllt worden sind, kann der Präsident verlangen, daß das Fehlende nachgeholt wird.

§ 2

(1) Ist die Eingabe zulässig, so bestimmt der Präsident unmittelbar einen Berichterstatter und einen Mitberichterstatter.

(2) Der Berichterstatter muß Angehöriger des Staates sein, dem die Partei angehört, von der die Eingabe ausgeht; der Mitberichterstatter muß Angehöriger des anderen Staates sein.

Artikel 579

(1) Die Gemischte Kommission stellt auf Grund einer mündlichen Verhandlung fest, ob der in der Eingabe gestellte Antrag ganz oder teilweise begründet ist. Zur Verhandlung sind die Staatsvertreter und andere beteiligte Personen zu laden, wenn sie Parteien sind, oder wenn ihre Ladung nach den Bestimmungen dieses Abkommens vorgeschrieben ist.

(2) Die Verhandlung ist nichtöffentlich. Zuerst erhalten der Berichterstatter und der Mitberichterstatter sowie die Parteien das Wort zu ihren Ausführungen.

(3) Den in Abs. 1 bezeichneten Personen ist Gelegenheit zu geben, Anträge zu stellen und sich mündlich zur Sache zu äußern.

Article 580

1. — La Commission mixte est autorisée à demander au Tribunal arbitral, ainsi qu'aux autorités judiciaires et administratives des parties allemande et polonaise du territoire plébiscité, des consultations motivées.

2. — Les autorités administratives sont tenues de donner suite à de telles demandes.

Article 581

1. — La Commission mixte peut, à l'unanimité, renvoyer à tous les stades de la procédure une question d'ordre technique ou de comptabilité à un ou plusieurs experts-délégués.

2. — Les avis des experts-délégués doivent être soumis à la Commission mixte, qui vérifie sans débats s'ils ne contiennent pas d'erreurs de droit relatives aux dispositions de la présente Convention. S'il n'y a pas d'erreur de droit ou d'autre erreur manifeste, ces avis sont confirmés par la Commission mixte. Dans le cas contraire, la Commission mixte peut, soit renvoyer à nouveau la question aux experts-délégués pour qu'ils modifient leur avis, soit statuer elle-même sur le différend après avoir infirmé l'avis des experts-délégués.

Article 582

§ 1

1. — En tant que la présente Convention prévoit la conclusion, entre les deux Parties contractantes ou les deux Gouvernements, d'accords concernant l'exécution ou l'application de stipulations contenues dans la présente Convention, et en tant que ces accords ne pourront se faire dans un délai raisonnable, la Commission mixte pourra — sauf stipulation contraire de la présente Convention — soumettre aux Parties des projets de règlement, pourvu qu'une entente soit urgente et indispensable pour la mise en exécution et l'application des dispositions relatives aux questions auxquelles a trait l'entente prévue.

2. — La proposition est censée être acceptée par les Parties contractantes si un autre accord n'est pas intervenu dans le délai d'un mois à dater de la notification de cette proposition aux Agents d'État.

3. — Toute proposition acceptée au sens du présent article aura la même force et valeur qu'un accord valablement conclu entre les deux Parties. Elle sera publiée dans les journaux officiels de la Silésie allemande et de la Silésie polonaise.

Artikel 580

(1) Die Gemischte Kommission ist befugt, das Schiedsgericht sowie die Gerichte und Verwaltungsbehörden im deutschen und im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets um begründete Gutachten zu ersuchen.

(2) Die Verwaltungsbehörden sind verpflichtet, dem Ersuchen stattzugeben.

Artikel 581

(1) Die Gemischte Kommission kann in jeder Lage des Verfahrens durch einstimmigen Beschluß eine Angelegenheit technischer oder rechnerischer Art einem oder mehreren sachverständigen Delegierten überweisen.

(2) Die Gutachten der Delegierten werden der Gemischten Kommission vorgelegt, die ohne Verhandlung prüft, ob sie auf einem Rechtsirrtum über die Bestimmungen dieses Abkommens beruhen. Liegt kein Rechtsirrtum und kein anderer offenbarer Irrtum vor, so bestätigt die Gemischte Kommission das Gutachten. Anderenfalls kann sie die Angelegenheit an die Delegierten zwecks Änderung des Gutachtens zurückverweisen oder das Gutachten aufheben und die Angelegenheit selbst erledigen.

Artikel 582

§ 1

(1) Soweit dies Abkommen den Abschluß von Vereinbarungen zwischen den vertragschließenden Teilen oder den beiden Regierungen über die Ausführung oder Anwendung von Bestimmungen dieses Abkommens vorsieht, und sofern diese Vereinbarungen nicht in angemessener Frist zustande kommen, kann die Gemischte Kommission vorbehaltlich abweichender Bestimmungen dieses Abkommens den vertragschließenden Teilen eine Regelung der Angelegenheit vorschlagen, wenn eine Einigung dringend und unentbehrlich ist für die Durchführung und Anwendung der Bestimmungen, die sich auf die Angelegenheit beziehen, für welche die Einigung vorgesehen ist.

(2) Der Vorschlag gilt als von den vertragschließenden Teilen angenommen, wenn nicht innerhalb eines Monats nach seiner Mitteilung an die Staatsvertreter eine Vereinbarung anderen Inhalts zustande kommt.

(3) Ein im Sinne dieses Artikels angenommener Vorschlag hat dieselbe Geltung und Wirkung wie eine zwischen den beiden Teilen gültig zustande gekommene Vereinbarung. Er wird in den Amtsblättern für Deutsch-Oberschlesien und für Polnisch-Oberschlesien veröffentlicht.

§ 2

La Commission pourra également proposer des arrangements relativement aux questions pour lesquelles le partage de la Haute Silésie nécessite un arrangement entre les deux Parties, pourvu que, pour chaque cas, les deux Parties aient convenu expressément de la compétence de la Commission mixte pour proposer un arrangement tenant lieu de celui sur lequel les deux Parties ne pourraient éventuellement tomber d'accord

Article 583

Outre les dispositions du présent chapitre, la compétence de la Commission mixte est également déterminée expressément dans les autres titres pour les matières dont ils traitent.

Article 584

1. — Les Gouvernements feront sans délai tout le nécessaire pour se conformer aux résolutions de la Commission mixte.

2. — Les Agents d'État tiendront la Commission mixte au courant des mesures qu'ils auront prises à cet effet.

Article 585

1. — S'il vient à la connaissance du Président de la Commission mixte des faits, circonstances ou situations qui, à son avis, ne sont pas conformes aux dispositions de la présente Convention, le Président est libre d'attirer sur eux l'attention de l'Agent d'État compétent.

2. — L'Agent d'État est alors tenu de transmettre sans délai la communication à son Gouvernement.

Article 586

§ 1

1. — Il sera créé au siège de la Commission mixte, pour quinze ans au plus, un Comité consultatif du travail qui se composera d'un Président et de dix assesseurs.

2. — Le Président et deux assesseurs sont nommés chacun pour trois ans par le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail. Le Président ne doit être ni allemand, ni polonais. Des deux assesseurs nommés par le Conseil d'Administration, l'un doit être polonais, l'autre doit être allemand.

3. — Ces assesseurs sont proposés par le Gouvernement allemand et par le Gouvernement polonais qui les choisissent parmi les experts de

§ 2

Die Gemischte Kommission kann auch in Fragen, die sich aus der Teilung Oberschlesiens ergeben und über die eine Verständigung der beiden Teile notwendig ist, eine Regelung der Angelegenheit vorschlagen, wenn beide Teile von Fall zu Fall ausdrücklich vereinbaren, daß die Gemischte Kommission zuständig sein soll, ihnen eine Regelung vorzuschlagen, die eine freie Verständigung ersetzt.

Artikel 583

Abgesehen von den Bestimmungen dieses Kapitels ist die Zuständigkeit der Gemischten Kommission auch in den anderen Titeln für die darin geregelten Angelegenheiten ausdrücklich festgestellt.

Artikel 584

(1) Beide Regierungen werden unverzüglich alles Erforderliche veranlassen, um den von der Gemischten Kommission gefaßten Beschlüssen zu entsprechen.

(2) Die Staatsvertreter werden die Gemischte Kommission über die Maßnahmen, die zu diesem Zwecke unternommen werden, auf dem laufenden halten.

Artikel 585

(1) Erhält der Präsident der Gemischten Kommission Kenntnis von Tatsachen, Umständen oder Verhältnissen, die nach seiner Überzeugung mit den Bestimmungen dieses Abkommens nicht in Einklang sind, so steht es ihm frei, die Aufmerksamkeit des zuständigen Staatsvertreters darauf zu lenken.

(2) Der Staatsvertreter ist verpflichtet, seiner Regierung unverzüglich von dieser Mitteilung Kenntnis zu geben.

Artikel 586

§ 1

(1) Am Sitze der Gemischten Kommission wird für höchstens fünfzehn Jahre ein begutachtender Ausschuß für Arbeitsfragen gebildet; er besteht aus einem Vorsitzenden und zehn Beisitzern.

(2) Der Vorsitzende und zwei Beisitzer werden vom Verwaltungsrate des Internationalen Arbeitsamts je auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Der Vorsitzende darf weder Deutscher noch Pole sein. Von den beiden vom Verwaltungsrate zu ernennenden Beisitzern muß der eine Pole, der andere Deutscher sein.

(3) Diese Beisitzer werden von der deutschen Regierung und von der polnischen Regierung aus dem Kreise der arbeitsrechtlichen Sachverständigen ihres

leur pays en matière de législation du travail. Ils ne peuvent être ni employeurs, ni employés.

4. — Quant aux huit autres assesseurs, ils sont nommés pour une année, quatre par le Gouvernement polonais et quatre par le Gouvernement allemand, et sont choisis en nombre égal parmi les employeurs et employés de leur partie respective du territoire plébiscité. Avant de les nommer, le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais doivent s'entendre avec les syndicats d'employeurs et d'employés compétents allemands et polonais respectivement reconnus dans le territoire plébiscité.

5. — Chaque Gouvernement nomme de la même manière un suppléant par assesseur.

6. — La nomination se fait pour l'année, du 1er janvier au 31 décembre. Elle peut être renouvelée. Les nominations pour l'année 1922 prennent fin le 31 décembre 1922.

§ 2

1. — Avant de trancher une contestation au sujet de la non-reconnaissance ou de la restriction des droits des syndicats d'employeurs et d'employés, conformément au titre Ier de la quatrième partie de la présente Convention, la Commission mixte doit, à la requête d'un des Agents d'État, demander l'avis du Comité consultatif du travail.

2. — Avant de s'adresser au Comité consultatif, la Commission mixte est tenue, autant que faire se peut, d'établir l'état de l'affaire. Le Comité consultatif est lié par les constatations de la Commission mixte.

3. — L'avis est voté à la majorité des voix du Comité consultatif réuni au complet; il doit être présenté à la Commission mixte par écrit avec exposé des motifs.

4. — A la demande de la Commission mixte, l'avis doit être expliqué oralement devant elle par un ou plusieurs membres du Comité.

§ 3

1. — Avant que la Commission mixte prenne position quant à la question de savoir si de nouvelles dispositions polonaises en matière de législation du travail, au sens de l'article 1, peuvent être déférées par le Gouvernement allemand à la Cour permanente de Justice internationale afin qu'elle se prononce à son égard, la Commission mixte est tenue, à la requête d'un des Agents d'État, de prendre l'avis du président et des deux assesseurs nommés par le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail, pour

Landes vorgeschlagen. Sie dürfen weder Arbeitgeber noch Arbeitnehmer sein.

(4) Von den übrigen acht Beisitzern werden vier von der polnischen Regierung und vier von der deutschen Regierung je zur Hälfte aus dem Kreise der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer des Abstimmungsgebiets auf ein Jahr ernannt. Vor der Ernennung hat die deutsche Regierung die maßgebenden deutschen, die polnische Regierung die maßgebenden polnischen, im Abstimmungsgebiete anerkannten Arbeitgeber- und Arbeitnehmervereinigungen zu hören.

(5) Jede Regierung ernennt auf die gleiche Weise für jeden Beisitzer einen Stellvertreter.

(6) Die Ernennung erfolgt für das Kalenderjahr. Wiederernennung ist zulässig. Die Ernennungen für das Jahr 1922 gelten bis zum 31. Dezember 1922.

§ 2

(1) Vor der Entscheidung der Streitigkeiten über die Nichtanerkennung oder die Beschränkung der Befugnisse von Arbeitgeber- und Arbeitnehmervereinigungen gemäß dem ersten Titel des vierten Teiles dieses Abkommens hat die Gemischte Kommission auf Antrag eines Staatsvertreters ein Gutachten des Begutachtenden Ausschusses für Arbeitsfragen einzuholen.

(2) Bevor die Gemischte Kommission sich an den Begutachtenden Ausschuß wendet, hat sie den Sachverhalt, soweit tunlich, festzustellen. Der Ausschuß ist an diese Feststellungen gebunden.

(3) Das Gutachten wird mit Stimmenmehrheit des vollzähligen Ausschusses beschlossen und der Gemischten Kommission schriftlich mit Begründung vorgelegt.

(4) Auf Verlangen der Gemischten Kommission ist das Gutachten durch ein oder mehrere Mitglieder des Ausschusses mündlich vor ihr zu erläutern.

§ 3

(1) Vor der Stellungnahme der Gemischten Kommission zu der Frage, ob gemäß Artikel 1 und 2 neue polnische Bestimmungen auf dem Gebiete des Arbeitsrechts geeignet sind, von der deutschen Regierung dem Ständigen Internationalen Gerichtshofe zur Entscheidung vorgelegt zu werden, hat die Gemischte Kommission auf Antrag eines Staatsvertreters ein Gutachten des Vorsitzenden und der beiden vom Verwaltungsrate des Internationalen Arbeitsamts ernannten Beisitzer darüber einzuholen, ob die neuen polnischen Bestimmungen ihrem Inhalt nach geeig-

savoir si les nouvelles dispositions polonaises en question sont ou ne sont pas propres à être substituées aux dispositions en vigueur.

2. — La demande de l'avis doit être adressée au Président du Comité consultatif. L'avis doit être donné par écrit. La Commission mixte peut demander que l'avis soit expliqué devant elle par une personne ayant participé à sa rédaction.

§ 4

1. — Dans toutes les contestations en matière de travail qui lui sont présentées, la Commission mixte peut demander conseil aux huit membres haut silésiens du Comité consultatif. Il en est de même en ce qui concerne les cas des paragraphes 2 et 3, si ni l'un ni l'autre des Agents d'État ne demande l'avis du Comité consultatif ou de son Président et des deux membres nommés par le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail.

2. — L'opinion des huit membres haut silésiens du Comité consultatif doit résulter d'un vote après discussions orales tenues au siège de la Commission mixte. L'avis voté à la majorité des voix des huit membres est motivé et remis par écrit à la Commission mixte.

3. — A défaut d'une majorité de voix, les différents avis peuvent être présentés. A la demande de la Commission mixte, les avis doivent être expliqués devant elle par une ou plusieurs personnes ayant participé à leur rédaction.

4. — Les avis ne peuvent être votés que si les huit membres sont réunis.

§ 5

1. — Sauf les cas d'urgence, le Comité consultatif se réunit régulièrement une fois par an, en séance plénière, sur convocation du Président. Les huit membres haut silésiens siègent lorsque les affaires l'exigent.

2. — Le Bureau international du Travail recevra copie légalisée de chaque avis fourni soit par le Comité consultatif, soit par une catégorie de ses membres.

§ 6

Les dispositions de l'article 576 de la sixième partie de la présente Convention, relatives à la langue, sont applicables *mutatis mutandis* au Comité consultatif. Les avis doivent être rédigés en polonais et en allemand.

net sind, an die Stelle der geltenden Bestimmungen zu treten.

(2) Das Ersuchen ist an den Vorsitzenden des Begutachtenden Ausschusses zu richten. Das Gutachten ist schriftlich zu erstatten. Die Gemischte Kommission kann verlangen, daß das Gutachten durch eine an der Abfassung beteiligte Person vor ihr erläutert wird.

§ 4

(1) Die Gemischte Kommission kann in allen bei ihr anhängigen Angelegenheiten auf dem Gebiete des Arbeitsrechts den Rat der acht oberschlesischen Mitglieder des Begutachtenden Ausschusses in Anspruch nehmen. Das gleiche gilt, wenn in den Fällen der §§ 2 und 3 keiner der beiden Staatsvertreter das Gutachten des gesamten Ausschusses oder das seines Präsidenten und der vom Verwaltungsrate des Internationalen Arbeitsamts ernannten beiden Mitglieder beantragt.

(2) Die Meinungsäußerung der acht oberschlesischen Mitglieder des Begutachtenden Ausschusses wird durch Abstimmung nach mündlicher Verhandlung am Sitze der Gemischten Kommission ermittelt. Das von der Mehrheit beschlossene Gutachten ist zu begründen und der Gemischten Kommission schriftlich zu überweisen.

(3) Kommt eine Mehrheit nicht zustande, so können die verschiedenen Gutachten vorgelegt werden. Auf Verlangen der Gemischten Kommission sind die Gutachten vor ihr durch eine oder mehrere an der Abfassung beteiligte Personen zu erläutern.

(4) Die Gutachten können nur bei Anwesenheit der acht Mitglieder beschlossen werden.

§ 5

(1) Außer in dringenden Fällen tritt der Begutachtende Ausschuß jährlich mindestens einmal auf Einberufung durch den Vorsitzenden zu einer Vollsitzung zusammen. Die acht oberschlesischen Mitglieder tagen, so oft die Geschäftslage es erfordert.

(2) Das Internationale Arbeitsamt erhält von jedem Gutachten des Ausschusses oder eines Teiles seiner Mitglieder eine beglaubigte Abschrift.

§ 6

Die Bestimmungen des Artikel 576 über die Sprache finden auf den Begutachtenden Ausschuß entsprechende Anwendung. Die Gutachten sind polnisch und deutsch abzufassen.

§ 7

Les affaires du Comité consultatif sont confiées au secrétariat de la Commission mixte. Si, selon l'avis de la Commission mixte, ces affaires nécessitent un secrétaire spécial, ce dernier sera nommé après accord avec le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais par le Bureau international du Travail. Il ne doit être ni allemand ni polonais.

§ 8

1. — Le Président du Comité consultatif et le secrétaire mentionné au paragraphe précédent jouissent des privilèges et immunités prévus à l'article 572, alinéa 1.

2. — Les articles 570, 571 et 573 leur sont applicables *mutatis mutandis*.

§ 9

1. — Les membres du Comité consultatif ne touchent pas de traitement, mais des indemnités pour chaque jour de travail, de séance et de déplacement, ainsi que le remboursement des frais de voyage.

2. — Le montant des indemnités du Président sera fixé conformément aux dispositions en usage au Bureau international du Travail.

3. — Le montant des indemnités des assesseurs sera fixé conformément aux dispositions qui seront arrêtées par les Gouvernements respectivement.

4. — Les frais généraux du Comité consultatif sont imputés sur les frais de la Commission mixte.

§ 10

La Commission mixte élabore le règlement intérieur du Comité consultatif après avoir pris l'avis du Président du dit Comité.

§ 11

Les dispositions du présent article relatives au Comité consultatif n'entreront en vigueur que lorsque le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail aura fait part aux deux parties qu'il accepte les fonctions prévues dans lesdites dispositions.

Chapitre II

Tribunal arbitral

Article 587

1. — Les parties en cause peuvent se faire représenter devant le Tribunal arbitral soit par un

§ 7

Die Geschäfte des Begutachtenden Ausschusses werden von dem Sekretariate der Gemischten Kommission geführt. Erfordert die Geschäftsführung nach Auffassung der Gemischten Kommission einen besonderen Sekretär, so wird dieser vom Internationalen Arbeitsamt im Einvernehmen mit der deutschen Regierung und der polnischen Regierung ernannt; er darf weder Deutscher noch Pole sein.

§ 8

(1) Der Präsident des Begutachtenden Ausschusses und der im § 7 bezeichnete Sekretär genießen die im Artikel 572 Abs. 1 vorgesehenen Vorrechte und Befreiungen.

(2) Die Artikel 570, 571 und 573 finden entsprechende Anwendung.

§ 9

(1) Die Mitglieder des Begutachtenden Ausschusses beziehen kein Gehalt; sie erhalten Entschädigungen für jeden Arbeits-, Sitzungs- und Reisetag sowie Ersatz der Reisekosten.

(2) Die Höhe der Entschädigungen für den Vorsitzenden wird nach den beim Internationalen Arbeitsamt üblichen Bestimmungen festgesetzt.

(3) Für die Höhe der Entschädigungen der Beisitzer sind die Bestimmungen maßgebend, die jede der Regierungen für die von ihr ernannten Beisitzer festsetzt.

(4) Die Kosten des Begutachtenden Ausschusses sind ein Teil der Kosten der Gemischten Kommission.

§ 10

Die Geschäftsordnung für den Begutachtenden Ausschuß erläßt die Gemischte Kommission unter Zuziehung des Präsidenten des Ausschusses.

§ 11

Die Bestimmungen dieses Artikels über den Begutachtenden Ausschuß treten erst in Kraft, nachdem der Verwaltungsrat des Internationalen Arbeitsamts beiden Teilen mitgeteilt hat, daß er die in ihnen bezeichneten Aufgaben übernehmen wird.

Kapitel II

Das Schiedsgericht

Artikel 587

(1) Die Parteien können sich vor dem Schiedsgerichte durch einen bei einem deutschen oder einem

avocat inscrit à un tribunal allemand ou polonais, soit par un professeur ou privat-docent d'une université allemande ou polonaise, soit, s'il s'agit de la propriété industrielle, par un agent de brevets allemand ou polonais. Le règlement du Tribunal arbitral décidera la question de savoir si les parties peuvent se faire représenter par toute autre personne qualifiée.

2. — Si l'État est lui-même partie, il pourra se faire représenter par son Agent d'État.

Article 588

§ 1

1. — Si, dans une affaire haut silésienne, le jugement ou la décision dépend de l'interprétation d'un article de la présente Convention, chaque partie en cause peut, jusqu'à la fin des débats en deuxième instance, demander que la question d'interprétation soit soumise au Tribunal arbitral (évocation).

2. — On entend par affaire haut silésienne une affaire portée en première instance devant un tribunal quelconque, y compris les tribunaux administratifs, situé dans le territoire plébiscité, ou devant les autorités administratives dudit territoire qui ne reçoivent pas d'ordres par la voie hiérarchique. On entend également par affaire haut silésienne une affaire portée en première instance devant un tribunal quelconque, y compris les tribunaux administratifs, situé en dehors du territoire plébiscité, ou devant des autorités administratives qui ne reçoivent pas d'ordres par la voie hiérarchique, pourvu qu'elle provienne d'une partie du territoire plébiscité qui relève en première instance de la juridiction des dits tribunaux ou autorités.

§ 2

Le tribunal ou l'autorité en question repousse la demande d'évocation s'il estime que son jugement ou sa décision ne dépend pas de l'interprétation, ou si l'évocation ne lui paraît pas admissible conformément aux dispositions de la présente Convention. Il peut repousser la demande si la question d'interprétation a déjà été tranchée par le Tribunal arbitral et publiée dans son recueil officiel, ou si la demande ne repose manifestement que sur des motifs dilatoires.

§ 3

Une application erronée des dispositions du paragraphe 2 sera considérée par les tribunaux et autorités des deux pays comme un vice essentiel de procédure.

polnischen Gerichte zugelassenen Rechtsanwalt oder einen Professor oder Privatdozenten einer deutschen oder polnischen Hochschule, sowie in Angelegenheiten des gewerblichen Rechtsschutzes durch einen deutschen oder polnischen Patentanwalt vertreten lassen. Die Geschäftsordnung des Schiedsgerichts bestimmt, inwieweit sie sich durch andere geeignete Personen vertreten lassen dürfen.

(2) Ist der Staat Partei, so kann er sich durch den Staatsvertreter vertreten lassen.

Artikel 588

§ 1

(1) Wenn in einer oberschlesischen Angelegenheit das Urteil oder die Entscheidung von der Auslegung eines Artikels dieses Abkommens abhängt, kann jede Partei bis zum Schlusse der Verhandlung zweiter Instanz verlangen, daß die Auslegungsfrage dem Schiedsgerichte zur Entscheidung vorgelegt wird (Evokation).

(2) Als oberschlesische Angelegenheit gilt eine Angelegenheit, die in erster Instanz bei einem im Abstimmungsgebiete gelegenen Gerichte jeder Art einschließlich der Verwaltungsgerichte, oder bei einer dort gelegenen Verwaltungsbehörde, die an keine Weisungen der vorgesetzten Behörde gebunden ist, anhängig gemacht worden ist. Als oberschlesische Angelegenheit gilt auch eine Angelegenheit, die in erster Instanz bei einem außerhalb des Abstimmungsgebiets gelegenen Gerichte jeder Art, einschließlich der Verwaltungsgerichte, oder bei einer den Weisungen der vorgesetzten Behörde nicht unterworfenen Verwaltungsbehörde anhängig gemacht worden ist, wenn sie aus einem Teile des Abstimmungsgebiets stammt, für den diese Gerichte oder Behörden in erster Instanz zuständig sind.

§ 2

Die Gerichte oder Verwaltungsbehörden lehnen den Antrag ab, wenn sie die Abhängigkeit des Urteils oder der Entscheidung von der Auslegungsfrage verneinen, oder wenn sie die Evokation nach den Bestimmungen dieses Abkommens für unzulässig halten. Sie können den Antrag ablehnen, wenn die Auslegungsfrage von dem Schiedsgerichte bereits entschieden und in der Sammlung der Entscheidungen veröffentlicht oder wenn der Antrag offenbar zum Zwecke der Verschleppung gestellt worden ist.

§ 3

Eine unrichtige Anwendung der Bestimmungen des § 2 ist von den Landesgerichten oder Landesbehörden als wesentlicher Mangel des Verfahrens zu behandeln.

§ 4

Sauf dispositions expressément contraires de la présente Convention, l'interprétation du Tribunal arbitral lie les tribunaux et autorités des deux pays pour leur jugement ou décision.

Article 589

1. — Le tribunal ou l'autorité qui est saisi d'une affaire haut silésienne peut, jusqu'à ce que le jugement ou la décision soit rendu en deuxième instance, la porter devant le Tribunal arbitral s'il le considère comme compétent. Il est tenu de le faire si l'Agent d'État de son pays le demande.

2. — Si le Tribunal arbitral se reconnaît compétent, il prend l'affaire dans l'état où elle lui a été présentée.

Article 590

1. — La compétence du Tribunal arbitral n'affecte celle des tribunaux et autorités administratives des Parties contractantes que dans les limites des dispositions de la présente Convention.

2. — Les parties en cause ne peuvent pas, par un accord, étendre la compétence du Tribunal arbitral au delà des limites prévues dans la présente Convention.

3. — Les parties en cause dans une affaire peuvent se mettre d'accord pour substituer, en ce qui concerne cette affaire, la compétence d'un tribunal ou d'une autorité d'un des deux pays à celle du Tribunal arbitral.

Article 591

1. — La sentence du Tribunal arbitral ne produit ses effets, dans les deux États, qu'à l'égard des parties en cause et pour l'affaire seule au sujet de laquelle elle est prononcée.

2. — Si, conformément aux dispositions de la deuxième partie de la présente Convention ou à l'article 588, il s'agit de déterminer la nationalité d'une des parties en cause, la sentence du Tribunal arbitral relative à la nationalité produira ses effets *erga omnes* dans les territoires des deux Parties contractantes.

Article 592

1. — Le Tribunal arbitral publie ses sentences dans un recueil officiel en allemand et en polonais, lors-qu'elles sont d'un réel intérêt jurisprudentiel.

2. — Si, dans une affaire relative à la Haute Silésie, un tribunal ou une autorité administrative veut déroger à une sentence ainsi publiée, ce

§ 4

Die Auslegung des Schiedsgerichts ist für die Gerichte und Verwaltungsbehörden bei ihrem Urteil oder ihrer Entscheidung bindend, soweit nicht die Bestimmungen dieses Abkommens ausdrücklich ein anderes vorschreiben.

Artikel 589

(1) Wenn Gerichte oder Verwaltungsbehörden in einer oberschlesischen Angelegenheit das Schiedsgericht für zuständig halten, können sie diese Angelegenheit, bevor das Urteil oder die Entscheidung zweiter Instanz ergangen ist, dem Schiedsgerichte zur Entscheidung vorlegen. Die Angelegenheit muß dem Schiedsgerichte vorgelegt werden, wenn der Staatsvertreter ihres Landes es beantragt.

(2) Bejaht das Schiedsgericht seine Zuständigkeit, so übernimmt es die Angelegenheit in der Lage, in der sie ihm vorgelegt worden ist.

Artikel 590

(1) Durch die Zuständigkeit des Schiedsgerichts wird die Zuständigkeit der Landesgerichte oder Landesbehörden nur insoweit berührt, als sich dies aus den Bestimmungen dieses Abkommens ergibt.

(2) Die Parteien können die Zuständigkeit des Schiedsgerichts über den in diesem Abkommen vorgesehenen Umfang nicht durch Vereinbarung erweitern.

(3) Die Parteien können für eine bestimmte Angelegenheit an Stelle der Zuständigkeit des Schiedsgerichts die Zuständigkeit von Landesgerichten oder Landesbehörden vereinbaren.

Artikel 591

(1) Die Entscheidungen des Schiedsgerichts sind in beiden Staaten nur für die Parteien und nur für die Angelegenheit, in der sie ergehen, verbindlich.

(2) Stellt das Schiedsgericht gemäß dem zweiten Teile dieses Abkommens oder gemäß Artikel 588 die Staatsangehörigkeit einer Partei fest, so hat die Entscheidung über die Staatsangehörigkeit in den Gebieten beider vertragschließenden Teile absolute Rechtskraft.

Artikel 592

(1) Das Schiedsgericht veröffentlicht seine Entscheidungen, soweit sie von grundsätzlicher Bedeutung sind, in einer amtlichen Sammlung in deutscher und in polnischer Sprache.

(2) Wollen Gerichte oder Verwaltungsbehörden in einer Oberschlesien betreffenden Angelegenheit von

tribunal ou cette autorité administrative devra soumettre la question à la décision du Tribunal arbitral avec l'exposé de ses raisons. La sentence du Tribunal arbitral lie le tribunal ou l'autorité intéressée.

Article 593

Lorsque le Tribunal arbitral s'est prononcé sur le fond d'une affaire, l'exécution de la sentence ou les mesures d'application sont provoquées, à la demande d'une des parties, par l'Agent d'État du pays dans lequel l'exécution ou l'application doit avoir lieu. L'exécution ou l'application se font dans les mêmes conditions et avec les mêmes formalités que l'exécution ou l'application d'une décision analogue d'une autorité nationale.

Article 594

Dans ses règles de procédure, le Tribunal arbitral décidera dans quelles conditions une affaire close pourra être rouverte.

Article 595

1. — Le Tribunal arbitral peut prélever des taxes en raison de sa procédure.

2. — Le fisc du Reich, des États allemands et de la province *Oberschlesien*, et le fisc de l'État polonais et de la voïvodie de Silésie, sont exempts de ces taxes.

3. — Les dispositions relatives à la nature et au montant des taxes, aux débours et provisions, ainsi qu'aux frais d'avocats, seront déterminés par le règlement intérieur; il en est de même de la question de savoir à qui incombent les frais.

4. — Les dispositions de l'article 593 s'appliquent également aux décisions concernant les frais.

Chapitre III

Dispositions communes à la Commission mixte et au Tribunal arbitral

Article 596

§ 1

La Commission mixte et le Tribunal arbitral élaborent eux-mêmes leur règlement de procédure en tenant compte des principes et des dispositions contenus dans la présente partie.

§ 2

1. — Les règlements de procédure doivent être publiés dans le *Reichsgesetzblatt* et le *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*. Ils entrent en vigueur quinze jours après leur publication dans ces deux organes.

einer veröffentlichten Entscheidung abweichen, so haben sie die Angelegenheit unter Darlegung ihrer Gründe dem Schiedsgerichte zur Entscheidung vorzulegen. Die Entscheidung des Schiedsgerichts ist für sie bindend.

Artikel 593

Hat das Schiedsgericht in der Sache selbst entschieden, so veranlaßt auf den Antrag einer Partei der Staatsvertreter des Landes, in dem die Entscheidung auszuführen oder anzuwenden ist, die Ausführung der Entscheidung oder die zu ihrer Anwendung erforderlichen Maßnahmen. Die Ausführung oder die Anwendung erfolgt unter denselben Voraussetzungen und in denselben Formen wie die Ausführung oder die Anwendung entsprechender Entscheidungen der Landesbehörden.

Artikel 594

Das Schiedsgericht bestimmt in seiner Verfahrensordnung, unter welchen Voraussetzungen die Wiederaufnahme eines Verfahrens zulässig ist.

Artikel 595

(1) Für das Verfahren vor dem Schiedsgerichte können Gebühren erhoben werden.

(2) Der Fiskus des Reichs, der Länder und der Provinz Oberschlesien, sowie der Fiskus des polnischen Staates und der Wojewodschaft Schlesien sind von Gebühren befreit.

(3) Die Geschäftsordnung stellt die Vorschriften über Art und Höhe der Gebühren, über Auslagen und Vorschüsse sowie über die Kosten der Vertretung auf; das Gleiche gilt für die Frage der Kostentragung und der Kostenerstattung.

(4) Die Vorschriften des Artikels 593 finden auf die Entscheidung über die Kosten entsprechende Anwendung.

Kapitel III

Gemeinsame Bestimmungen über Gemischte Kommission und Schiedsgericht

Artikel 596

§ 1

Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht geben sich unter Beachtung der in diesem Abschnitt enthaltenen Grundsätze und Bestimmungen ihre Verfahrensordnung selbst.

§ 2

(1) Die Verfahrensordnungen sind im Reichsgesetzblatt und im Dziennik Ustaw zu veröffentlichen. Sie treten vierzehn Tage nach der Veröffentlichung in beiden Gesetzblättern in Kraft.

2. — Jusqu'à l'entrée en vigueur de ces règlements, la Commission mixte et le Tribunal arbitral règleront leur procédure selon les nécessités.

§ 3

Il en est de même des modifications aux dits règlements.

Article 597

Les Présidents de la Commission mixte et du Tribunal arbitral examinent si, avant d'avoir recours à eux, il a été fait, conformément aux dispositions de la présente Convention, appel aux Commissions arbitrales ou de conciliation ou à d'autres organisations intermédiaires prévues dans cette Convention ou encore aux autorités ou tribunaux nationaux compétents au premier chef. Dans la négative, une demande ne sera pas recevable.

Article 598

1. — Sauf dispositions contraires de la présente partie, la Commission mixte et le Tribunal arbitral délibèrent et statuent en séance plénière.

2. — La Commission mixte et le Tribunal arbitral statuent à la majorité absolue.

3. — La procédure et le règlement intérieur fixeront les limites de l'autonomie des présidents dans la préparation et la direction des débats.

Article 599

1. — La Commission mixte et le Tribunal arbitral peuvent rendre, à la demande de l'un des Agents d'État ou d'une des parties, des résolutions et sentences provisoires dans les cas qui leur paraissent appropriés. Il en est ainsi notamment lorsqu'il est établi d'une manière plausible qu'une mesure immédiate s'impose pour la protection d'un droit menacé ou pour éviter un dommage considérable.

2. — La sentence provisoire du Tribunal arbitral ne doit pas contenir d'ordre à exécuter, mais seulement le règlement provisoire ou la confirmation d'un état de choses existant.

Article 600

Si une résolution de la Commission mixte ou une sentence du Tribunal arbitral dépend de l'interprétation de l'article 256 du Traité de Paix de Versailles, la procédure doit être suspendue.

(2) Bis zum Inkrafttreten der Verfahrensordnungen regeln die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht ihr Verfahren entsprechend den Bedürfnissen.

§ 3

Das gleiche gilt für Änderungen der Verfahrensordnungen.

Artikel 597

Die Präsidenten der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts prüfen, ob gemäß den Bestimmungen dieses Abkommens vor der Anrufung der Gemischten Kommission oder des Schiedsgerichts die Schieds- und Schlichtungsstellen oder andere in diesem Abkommen vorgesehene Zwischeninstanzen oder die in erster Linie zuständigen Landesgerichte oder Landesbehörden mit der Angelegenheit befaßt worden sind. Ist dies unterblieben, so weisen die Präsidenten die Anträge als unzulässig ab.

Artikel 598

(1) Soweit in diesem Teile nicht ein anderes bestimmt worden ist, verhandeln und beschließen die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht in voller Besetzung.

(2) Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht beschließen mit Stimmenmehrheit.

(3) Die Verfahrens- und Geschäftsordnungen bestimmen, in welchem Umfange die Präsidenten für die Vorbereitung und Leitung der Verhandlungen selbständig verfügen dürfen.

Artikel 599

(1) Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht können auf Antrag eines Staatsvertreters oder einer Partei in den ihnen geeignet scheinenden Fällen einstweilige Beschlüsse und Entscheidungen erlassen. Dies gilt insbesondere, wenn glaubhaft gemacht wird, daß eine sofortige Maßnahme zum Schutze eines bedrohten Rechts oder zur Abwendung wesentlicher Schäden notwendig ist.

(2) Die einstweilige Entscheidung des Schiedsgerichts darf nicht die Anordnung der Erfüllung, sondern nur eine einstweilige Regelung oder die Sicherung eines bestehenden Zustandes enthalten.

Artikel 600

Hängt ein Beschluß der Gemischten Kommission oder eine Entscheidung des Schiedsgerichts von der Auslegung des Artikel 256 des Friedensvertrags von Versailles ab, so ist das Verfahren auszusetzen.

Article 601

§ 1

1. — La Commission mixte et le Tribunal arbitral peuvent recueillir les preuves qu'ils jugent nécessaires et peuvent, entre autres, entendre sous serment des témoins et experts résidant dans le territoire plébiscité. La convocation tiendra lieu de saufconduit.

2. — La formule de serment sera conforme aux dispositions de procédure civile en vigueur dans le pays dans lequel a lieu l'audition des témoins ou experts. Le faux serment ou les fausses déclarations en tenant lieu seront punis par les Parties contractantes comme des délits commis auprès de leurs propres autorités.

§ 2

1. — Dans les limites du territoire plébiscité, la Commission mixte et le Tribunal arbitral peuvent recueillir toutes preuves nécessaires, soit par eux-mêmes, soit par un de leurs Membres désigné à cet effet, soit par l'intermédiaire de l'Agent d'État compétent. En dehors des limites du territoire plébiscité, le Président devra recourir à l'intermédiaire de l'Agent d'État pour faire recueillir par les autorités compétentes toutes preuves nécessaires.

2. — Toutes les autorités polonaises et allemandes sont tenues d'accorder leur concours gratuit à la Commission et au Tribunal arbitral. Tous les frais et remboursements de débours à prélever par ces autorités seront portés immédiatement par elles au crédit de la Commission mixte et du Tribunal arbitral. Toutefois, les débours nécessités par une consultation ou expertise seront remboursés aux autorités nationales par l'instance internationale.

Article 602

1. — Les peines disciplinaires pour non-comparution ou pour désobéissance à la Commission mixte ou au Tribunal arbitral, ainsi que pour refus non justifié de témoigner ou de prêter serment, sont fixées par les lois relatives à l'organisation judiciaire et à la procédure civile en vigueur dans le pays dont le délinquant est ressortissant.

2. — Les peines disciplinaires en question seront infligées, à la demande de la Commission mixte ou du Tribunal arbitral, par le *Amtsgericht* ou le *sąd powiatowy* du lieu de résidence du dé-

Artikel 601

§ 1

(1) Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht können die von ihnen für erforderlich erachteten Beweise erheben, insbesondere Zeugen und Sachverständige, die sich im Abstimmungsgebiet aufhalten, eidlich vernehmen. Die geladenen Personen haben freies Geleit.

(2) Die Eidesformel richtet sich nach den Bestimmungen der Zivilprozeßordnung des Gebiets, in dem die Vernehmung stattfindet. Die Verletzung der Eidespflicht oder die Abgabe einer unrichtigen eidesstattlichen Versicherung wird von den vertragschließenden Teilen ebenso bestraft, als wenn diese Vergehen vor ihren eigenen Behörden begangen worden wären.

§ 2

(1) Innerhalb des Abstimmungsgebiets können die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht die von ihnen für erforderlich erachteten Beweise selbst oder durch ein von ihnen damit beauftragtes Mitglied oder durch Vermittlung des zuständigen Staatsvertreters erheben. Außerhalb des Abstimmungsgebiets müssen die Präsidenten sich der Vermittlung des Staatsvertreters bedienen, um die erforderlichen Beweise durch die zuständigen Landesbehörden erheben zu lassen.

(2) Alle polnischen und deutschen Behörden sind der Gemischen Kommission und dem Schiedsgerichte zur unentgeltlichen Amtshilfe verpflichtet. Die Kosten und Auslagen, welche die Landesbehörden zu erheben berechtigt sind, werden unmittelbar der Gemischten Kommission und dem Schiedsgerichte gutgeschrieben. Jedoch werden die Auslagen für Gutachten der Landesbehörden von den internationalen Instanzen erstattet.

Artikel 602

(1) Die Verhängung von Ordnungsstrafen wegen Nichterscheinens, wegen Ungehorsams sowie wegen unberechtigter Verweigerung eines Zeugnisses oder Eides wird durch die Vorschriften des Gerichtsverfassungsgesetzes und der Zivilprozeßordnung des Staates, dessen Angehöriger der zu Bestrafende ist, geregelt.

(2) Diese Ordnungsstrafen werden auf Ersuchen der Gemischten Kommission oder des Schiedsgerichts von dem Amtsgericht oder sąd powiatowy des Ortes, an dem der Bestrafende sich aufhält, verhängt.

linquant. Ces tribunaux suivront la procédure ordinaire.

3. — Le produit des amendes est gardé par l'État qui les a perçues.

Article 603

Dans les affaires portées devant la Commission mixte ou le Tribunal arbitral, les communications, notifications officielles et citations, sont assurées, à la demande du Président, par l'Agent d'État du pays où elles doivent être faites.

Article 604

1. — La Commission mixte et le Tribunal arbitral examinent d'office leur compétence.

2. — Si la Commission mixte s'est déclarée compétente ou incompétente dans une affaire, le Tribunal arbitral est lié par cette décision.

Article 605

1. — Si, contrairement aux autorités nationales, la Commission mixte ou le Tribunal arbitral admettent ou nient leur compétence, c'est la décision de la Commission mixte ou du Tribunal arbitral qui l'emporte.

2. — Les effets juridiques de cette décision seront réglées comme des questions relevant de la juridiction intérieure de l'État.

Disposition finale

Article 606

1. — L'activité de la Commission mixte, celle du Tribunal arbitral, ainsi que celle des Commissions de conciliation prévue dans la présente Convention, cesse après quinze ans à dater du transfert de la souveraineté.

2. — Après cette date, la Commission mixte ne prend plus de résolutions.

3. — Le Tribunal arbitral liquidera les affaires encore pendantes.

4. — En ce qui concerne les mesures d'application et l'exécution de ses sentences, l'article 593 restera applicable.

5. — Les deux Gouvernements se réservent de régler dans un accord spécial la liquidation de l'avoir de la Commission mixte et du Tribunal arbitral.

Hierfür ist das gewöhnliche Verfahren dieser Gerichte maßgebend.

(3) Geldstrafen behält der Staat, der sie eingezogen hat.

Artikel 603

Mitteilungen, Zustellungen, Ladungen in den bei der Gemischten Kommission oder dem Schiedsgericht anhängigen Sachen werden auf Ersuchen der Präsidenten von dem Staatsvertreter des Landes, in dem sie vorgenommen werden sollen, veranlaßt.

Artikel 604

(1) Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht prüfen ihre Zuständigkeit von Amts wegen.

(2) Hat die Gemischte Kommission sich in einer Sache für zuständig oder für unzuständig erklärt, so ist diese Entscheidung für das Schiedsgericht bindend.

Artikel 605

(1) Bejahen oder verneinen die Gemischte Kommission oder das Schiedsgericht im Gegensatz zu den staatlichen Behörden ihre Zuständigkeit, so geht die Entscheidung der Gemischten Kommission oder des Schiedsgerichts vor.

(2) Die rechtlichen Wirkungen dieser Entscheidung werden wie Fragen, die sich aus der inneren Gerichtsbarkeit des Staates ergeben, geregelt.

Schlußbestimmung

Artikel 606

(1) Die Tätigkeit der Gemischten Kommission, des Schiedsgerichts und der in diesem Abkommen vorgesehenen Schlichtungsstellen endet mit dem Ablauf von fünfzehn Jahren nach dem Übergange der Staatshoheit.

(2) Die Gemischte Kommission faßt nach diesem Zeitpunkt keine Beschlüsse mehr.

(3) Das Schiedsgericht führt die bei ihm schwebenden Sachen zu Ende.

(4) Für die Anwendung und Ausführung seiner Entscheidungen bleibt Artikel 593 maßgebend.

(5) Die beiden Regierungen behalten sich vor, die Auseinandersetzung über das Vermögen der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts durch besondere Übereinkunft zu regeln.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Oppeln.

La Convention entrera en vigueur aussitôt que la Commission interalliée de Gouvernement et de Plébiscite de Haute Silésie aura fait parvenir aux deux Parties contractantes la notification prévue aux alinéas 1 et 2 du paragraphe 6 de l'annexe à l'article 88 du Traité de Paix de Versailles.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève le quinze mai mil neuf cent vingt-deux, en trois originaux, dont un sera conservé par chacune des deux Parties contractantes, et dont le troisième sera conservé aux archives du Secrétariat permanent de la Société des Nations.

(L. S.) *(Signé): Eugen Schiffer.*

(L. S.) *(Signé): Casimir Olszowski.*

Das vorliegende Abkommen soll so bald wie möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Oppeln ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt in Kraft, sobald die Interalliierte Regierungs- und Abstimmungskommission für Oberschlesien den beiden vertragschließenden Teilen die in den Absätzen 1 und 2 des § 6 des Anhang zum Artikel 88 des Friedensvertrags von Versailles vorgesehene Mitteilung hat zukommen lassen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Genf am 15. Mai 1922 in dreifacher Urschrift, von denen je eine von jedem der vertragschließenden Teile und die dritte in den Archiven des Sekretariats des Völkerbundes aufbewahrt werden wird.

(L. S.) gez. Eugen Schiffer.

(L. S.) gez. Casimir Olszowski.

Protocole final

Au moment de signer la Convention, les Parties contractantes sont tombées d'accord sur ce qui suit:

I

La Convention, à l'exception des articles 64 à 158 (Protection des minorités), ne s'applique pas à la partie du cercle de Namslau qui appartient au territoire plébiscité.

II

Les Parties contractantes sont d'accord que la Convention, qui règle uniquement une situation exceptionnelle limitée au territoire plébiscité, ne peut servir de base à aucune revendication d'États tiers en matière de traitement de la nation la plus favorisée.

III

Les deux Parties contractantes peuvent, d'un commun accord, modifier ou abolir toutes les dispositions du régime transitoire.

IV

Le Gouvernement polonais déclare ne pas abandonner son point de vue juridique que la Pologne n'est pas subrogée à la Prusse en ce qui concerne les baux à ferme relatifs aux domaines d'État

Schlußprotokoll

Bei der Unterzeichnung des vorstehenden Abkommens sind die vertragschließenden Teile über folgendes übereingekommen:

I

Abgesehen von den Artikeln 64 bis 158 (Schutz der Minderheiten) findet das Abkommen auf den zum Abstimmungsgebiete gehörenden Teil des Kreises Namslau keine Anwendung.

II

Die vertragschließenden Teile sind übereinstimmend davon ausgegangen, daß das Abkommen, das lediglich außerordentliche auf das Abstimmungsgebiet beschränkte Verhältnisse regelt, dritten Staaten nicht als Grundlage für die Geltendmachung von Ansprüchen auf die Behandlung als meistbegünstigte Nation dienen kann.

III

Die vertragschließenden Teile können alle Bestimmungen des Übergangsregimes im beiderseitigen Einvernehmen abändern oder aufheben.

IV

Die polnische Regierung erklärt, daß sie ihren Rechtsstandpunkt nicht aufgebe, nach dem Polen nicht verpflichtet ist, in die Pachtverträge über die in Polnisch-Oberschlesien belegenen preußischen Staats-

situés en Haute Silésie polonaise. Le Gouvernement polonais se déclare néanmoins prêt, pour des motifs d'équité, à se subroger à la Prusse en ce qui concerne les baux à ferme dont l'expiration est antérieure au 1er juillet 1926, pour toute la durée du bail, et en ce qui concerne les baux à ferme dont l'expiration est postérieure à cette date, jusqu'au 30 juin 1926. Le Gouvernement polonais ne reconnaît pas la prolongation des baux à ferme convenue pour les domaines de Olszynica (Bielitzhof), Kopciowice, Marklowice Górne, et s'en tient à la durée du bail originairement fixée.

Le Gouvernement allemand se déclare, sans pour cela accepter le point de vue juridique du Gouvernement polonais, d'accord avec la déclaration qui précède, et prendra à sa charge les dommages-intérêts que les fermiers pourraient revendiquer en raison de la terminaison prématurée du bail.

Pour le reste, les lois en vigueur demeurent applicables.

V

Rentrent dans la notion de droits subjectifs au sens de l'article 4, paragraphe 2, chiffre 3, les brevets et autres droits de propriété industrielle. La Pologne reconnaîtra ces droits, conformément aux dispositions de l'article précité, et les respectera sans qu'il faille de nouvelle demande ou de nouvel enregistrement.

VI

En ce qui concerne les avocats et les notaires de nationalité allemande, qui, au moins depuis le 1er janvier 1922 jusqu'à la date du transfert de la souveraineté, étaient domiciliés en Haute Silésie polonaise, le Gouvernement polonais a en vue le règlement suivant:

a) Les avocats, même s'ils ne deviennent pas ressortissants polonais, pourront continuer à exercer leur profession jusqu'au 1er janvier 1923 auprès de tous les tribunaux de la Haute Silésie polonaise, en raison de l'intention du Gouvernement polonais d'introduire le système d'admission simultanée. Dans l'intervalle, les dispositions nécessaires seront édictées. L'admission ne pourra dépendre des opinions politiques ni de raisons de race ou de language. Les avocats qui ont opté perdront, un an après leur changement de nationalité, le droit d'exercer leur profession.

b) Les notaires qui acquerront la nationalité polonaise, pourront continuer à exercer leur profession jusqu'au 31 décembre 1922, en

domänen einzutreten. Sie erklärt sich jedoch aus Billigkeitsrücksichten bereit, in Pachtverträge, die vor dem 1. Juli 1926 ablaufen, für die im Vertrage vereinbarte Zeit und in die Pachtverträge, die mit einem späteren Tage ablaufen, für die Zeit bis zum 30. Juni 1926 einzutreten. Bezüglich der Domänen Bielitzhof, Kopcziowitz und Ober-Marklowitz erkennt die polnische Regierung die Verlängerung der Pachtverträge nicht an und hält sich an die ursprünglich vereinbarte Pachtzeit.

Die deutsche Regierung erklärt, ohne damit den Rechtsstandpunkt der polnischen Regierung als richtig anzuerkennen, ihr Einverständnis mit der vorstehenden Erklärung der polnischen Regierung und übernimmt die Pflicht, den Pächtern für die Schäden, die ihnen aus der vorzeitigen Auflösung der Pachtverträge erwachsen könnten, Ersatz zu leisten.

Im übrigen bleiben für die Beurteilung des Rechtsverhältnisses die geltenden Gesetze maßgebend.

V

Zu den subjektiven Rechten im Sinne des Artikel 4 § 2 Ziff. 3 gehören auch Patente und andere gewerbliche Schutzrechte. Polen wird diese Rechte nach Maßgabe der Bestimmungen dieses Artikels anerkennen und achten, ohne daß es einer neuen Anmeldung oder einer neuen Eintragung bedarf.

VI

Bezüglich der Rechtsanwälte und Notare deutscher Reichsangehörigkeit, die spätestens seit dem 1. Januar 1922 und bis zum Übergange der Staatshoheit in Polnisch-Oberschlesien ansässig sind, hat die polnische Regierung folgende Regelung in Aussicht genommen:

a) Die Rechtsanwälte können, auch wenn sie nicht polnische Staatsangehörige werden, ihren Beruf bis zum 1. Januar 1923 ausüben und zwar, da die polnische Regierung beabsichtigt, die Simultanzulassung einzuführen, bei allen Gerichten Oberschlesiens. In der Zwischenzeit werden die notwendigen Bestimmungen erlassen werden. Die Zulassung darf weder von den politischen Anschauungen noch von dem Volkstum oder der Sprache abhängig sein. Rechtsanwälte, die das Optionsrecht ausgeübt haben, verlieren ein Jahr nach dem Wechsel der Staatsangehörigkeit das Recht auf Ausübung ihres Berufs.

b) Die Notare, welche die polnische Staatsangehörigkeit erwerben, können ihren Beruf bis zum 31. Dezember 1922 unter Berücksichtigung der

respectant les prescriptions qui seront édictées relativement à leurs titres et à leurs cachets. Le droit des notaires d'exercer leur profession expire avec la perte de la nationalité polonaise par voie d'option.

c) Les avocats et notaires qui ne sont pas à même d'exercer leur profession dans la langue officielle, pourront se servir de la langue allemande jusqu'au 15 juillet 1926.

VII

Au cas où Monsieur Félix Calonder ne serait pas disposé à assumer les fonctions d'arbitre prévues à l'article 4, paragraphe 5, le Président de la Commission mixte sera prié d'accepter ces fonctions.

VIII

Les questions juridiques relatives aux institutions suivantes: *Oberschlesische Fürstentumslandschaft in Ratibor, Schlesische Provinzial-Feuersozietät, Schlesische Provinzial-Lebensversicherungsanstalt, Schlesische Provinzial-Haftpflicht-Versicherungsanstalt, Schlesische Provinzial-Viehversicherungsanstalt, Schlesische Provinzial-Hilfskasse*, ainsi qui les autres personnes juridiques du droit public dont la sphère d'activité se trouve divisée par la ligne frontière, feront l'objet d'un règlement spécial.

IX

La Commission mixte et le Tribunal arbitral ne sont pas compétents pour statuer sur les questions relatives à l'application de l'article 25, paragraphe 3, même en cas d'évocation.

X

Les personnes quittant le pays après avoir opté ne seront pas traitées d'une manière différente du reste de la population en ce qui concerne le recouvrement des arrérages d'impôts, abstraction faite des impôts pour l'année en cours et pour le trimestre précédant l'émigration.

XI

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais déclarent qu'ils prendront en considération d'une manière bienveillante et atténueront les rigueurs qui pourraient résulter de mesures prises pour le recouvrement du *Reichsnotopfer* ou de la *danina* à l'égard de personnes abandonnant le pays en raison de leur opiton.

Vorschriften, die über ihre Amtsbezeichnung und Siegel erlassen werden, fortsetzen. Das Recht der Notare auf Ausübung ihres Berufs erlischt mit dem Verluste der polnischen Staatsangehörigkeit infolge Ausübung des Optionsrechts.

c) Rechtsanwälte und Notare, die nicht imstande sind, ihren Beruf in der Amtssprache auszuüben, dürfen sich bis zum 15. Juli 1926 der deutschen Sprache bedienen.

VII

Falls Herr Felix Calonder nicht geneigt sein sollte, das Schiedsrichteramt gemäß Artikel 4 § 5 des Abkommens zu übernehmen, soll der Präsident der Gemischten Kommission um Übernahme des Schiedsrichteramts gebeten werden.

VIII

Die Rechtsfragen, die sich beziehen auf: die Oberschlesische Fürstentumslandschaft in Ratibor, die Schlesische Provinzial-Feuersozietät, die Schlesische Provinzial-Lebensversicherungsanstalt, die Schlesische Provinzial-Haftpflichtversicherungsanstalt, die Schlesische Provinzial-Viehversicherungsanstalt, die Schlesische Provinzial-Hilfskasse und andere juristische Personen des öffentlichen Rechts, deren Tätigkeitskreis durch die Grenze durchschnitten wird, sollen den Gegenstand einer besonderen Regelung bilden.

IX

Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht sind nicht zuständig zu Entscheidungen über die Anwendung des Artikel 25 § 3, auch nicht im Wege der Evokation.

X

Eine unterschiedliche Behandlung abwandernder Optanten gegenüber der übrigen Bevölkerung soll hinsichtlich der Einziehung rückständiger Steuern, abgesehen von den Steuern für das laufende und für das der Abwanderung vorangehende Kalendervierteljahr, nicht stattfinden.

XI

Die deutsche Regierung und die polnische Regierung geben die Erklärung ab, daß sie gewillt sind, etwaige Härten, die sich gegenüber auswandernden Optanten aus Betreibungsmaßnahmen für das Reichsnotopfer oder für die Denina ergeben könnten, in wohlwollender Weise zu berücksichtigen und zu mildern.

Le Gouvernement polonais déclare que l'article 36 ne saurait porter en rien atteinte aux droits qu'il revendique en vertu de l'article 297 j du Traité de Paix de Versailles.

XII

Le Gouvernement polonais s'engage à permettre aux fonctionaires allemands et à leurs familles de conserver leurs logements en Haute Silésie polonaise pendant le trimestre en cours au moment du transfert de la souveraineté, et tout le trimestre qui suit. Ces fonctionnaires et leurs familles devront quitter leurs logements après l'expiration de ce délai.

XIII

Le Gouvernement allemand exprime sa confiance que le Gouvernement polonais laissera en fonction un nombre suffisant d'instituteurs d'écoles primaires pour faire face aux besoins des institutions scolaires de minorité.

Le Gouvernement polonais déclare qu'il a l'intention, tout en se réservant d'examiner chaque cas particulier, de laisser en fontion le nombre nécessaire d'instituteurs.

XIV

Les deux Parties contractantes sont d'accord que les dispositions relatives à l'enseignement moyen et supérieur ont été convenues sous condition de réciprocité.

XV

Aucune disposition de la Convention ne modifie en rien les stipulations des articles 65 à 72.

XVI

I. — En dressant les actes de naissance ou de mariage, les officiers de l'état-civil dans le territoire plébiscité sont tenus, à la demande des intéressés, d'ajouter au nom de famille, écrit dans la langue officielle, le même nom dans l'écriture propre à la langue allemande ou polonaise. Peuvent en faire la demande:

a) dans les cas de naissance légitime, le père, ou, si celui-ci est décédé, la mère;
b) dans les cas de naissance illégitime, la mére;
c) lorsqu'il s'agit d'orphelins ou d'autres personnes sous tutelle, le représentant légal;
d) dans les cas de mariage, chacun des fiancés, pour son propre nom de famille.

Dans les actes de décès, l'inscription additionnelle en question aura lieu sur simple preuve que la personne décédée s'était servie de cette écriture.

Die polnische Regierung gibt die Erklärung ab, daß durch die Bestimmungen des Artikel 36 die von ihr auf Grund des Artikel 297 j des Friedensvertrags von Versailles beanspruchten Rechte nicht berührt werden.

XII

Die polnische Regierung ist verpflichtet, den deutschen Beamten und ihren Familien zu gestatten, daß sie ihre Wohnungen in Polnisch-Oberschlesien während des beim Übergange der Staatshoheit laufenden und des ganzen folgenden Kalendervierteljahres behalten dürfen. Nach Ablauf dieser Frist haben diese Beamten und ihre Familien die Wohnungen zu räumen.

XIII

Die deutsche Regierung spricht das Vertrauen aus, daß die polnische Regierung eine genügende Zahl von Lehrern an den Volksschulen im Amte lassen wird, um den Erfordernissen der Minderheitsschuleinrichtungen gerecht werden zu können.

Die polnische Regierung erklärt, daß sie beabsichtigt, vorbehaltlich der Prüfung jedes Einzelfalles, die erforderliche Anzahl von Lehrern im Amte zu belassen.

XIV

Die vertragschließenden Teile sind darüber einig, daß die Bestimmungen über das mittlere und höhere Schulwesen unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit vereinbart worden sind.

XV

Keine Bestimmung des Abkommens ändert irgendwie die Bestimmungen der Artikel 65 bis 72 ab.

XVI

I. Die Standesbeamten des Abstimmungsgebiets sind verpflichtet bei der Beurkundung von Geburten und Eheschließungen auf Antrag dem in der Amtssprache geschriebenen Familiennamen die der deutschen oder polnischen Sprache eigentümlichen Schriftzeichen beizufügen. Antragsberechtigt sind:

a) bei ehelichen Geburten der Vater und, wenn dieser verstorben ist, die Mutter;
b) bei unehelichen Geburten die Mutter;
c) für Waisen und andere Personen unter Vormundschaft deren gesetzlicher Vertreter;
d) bei Eheschließungen jeder der Verlobten für seinen Familiennamen.

Bei der Beurkundung von Sterbefällen hat die Beifügung auf Grund des einfachen Nachweises zu erfolgen, daß der Verstorbene sich dieser Schriftzeichen bedient hat

II. — Pour les inscriptions déjà faites dans les registres de l'état-civil l'absence de l'inscription additionnelle en question dans les noms de famille des personnes auxquelles se rapporte l'inscription, sera considérée, à la demande de l'intéressé, comme le résultat d'une erreur clérical au sens de l'article 18 des prescriptions relatives à l'exécution de la Loi sur la tenue des registres de l'état-civil et du mariage du 25 mars 1899 (*Reichsgesetzblatt*, page 225). La rectification sera faite dans la forme simplifiée prévue par cette loi, au moyen d'une simple annotation marginale ratifiée par l'autorité de surveillance de l'état-civil.

Peuvent faire la demande :

1) pour les actes de naissance :
   a) l'intéressé ;
   b) pour les mineurs, lorsqu'il s'agit d'enfants légitimes, le père, ou, si celui-ci est décédé, la mère ; lorsqu'il s'agit d'enfants illégitimes, la mère ;
2) en ce qui concerne les mariages, chacun des époux, pour son propre nom de famille.

III. — Les dispositions des alinéas I et II s'appliquent à l'inscription dans les registres des désinences grammaticales, propres à la langue polonaise, des noms de femmes mariées ou de jeunes filles.

IV. — Si l'orthographe ou la forme du prénom dans la langue de la minorité diffère de son orthographe ou de sa forme dans la langue officielle, elle sera, sur demande, inscrite ou ajoutée après coup, à côté de l'orthographe ou de la forme officielle.

V. — Les demandes de changement ou de suppression de certaines lettres du nom de famille en vue de rendre ce nom conforme à son orthographe ou à sa forme allemande ou polonaise, seront examinées par les deux Gouvernements avec la plus grande bienveillance.

VI. — Peuvent faire les demandes prévues aux alinéas IV et V, les mêmes personnes que celles énumérées à l'alinéa II.

II. Sind bei bereits abgeschlossenen Eintragungen in den Standesregistern die in Ziffer I erwähnten Schriftzeichen den Familiennamen der Personen, auf die sich die Eintragung bezieht, nicht beigefügt, so wird dieser Mangel auf Antrag des Beteiligten als offenbarer Schreibfehler im Sinne des Artikel 18 der Vorschriften zur Ausführung des Gesetzes über die Beurkundung des Personenstandes und der Eheschließung vom 25. März 1899 (Reichsgesetzbl. S. 225) angesehen. Die Berichtigung des Standesregisters wird in der durch dies Gesetz vorgeschriebenen vereinfachten Form eines mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde einzutragenden Randvermerkes vorgenommen.

Antragsberechtigt sind:

1. bei Geburtsurkunden:
   a) der Beteiligte,
   b) bei Minderjährigen, soweit es sich um eine eheliche Geburt handelt, der Vater, und wenn dieser verstorben ist, die Mutter; bei unehelichen Kindern die Mutter;
2. bei Eheschließungen jeder Ehegatte für seinen Familiennamen.

III. Die Bestimmungen der Absätze I und II finden Anwendung auf die Eintragung der der polnischen Sprache eigentümlichen grammatischen Endungen der Frauen- und Mädchennamen.

IV. Weicht die Schreibart oder die Form des Vornamens in der Sprache der Minderheit von der Schreibart oder der Form der Amtssprache ab, so ist auf Antrag der Vorname neben der amtlichen Schreibart oder Form auch in der Schreibart oder Form der Minderheit einzutragen oder nachträglich hinzuzufügen.

V. Anträge auf Änderung oder Weglassung einzelner Buchstaben des Familiennamens zum Zwecke der Anpassung des Namens an die deutsche oder polnische Schreibart oder Form werden von beiden Regierungen mit dem größten Wohlwollen behandelt werden.

VI. In den Fällen der Abs. IV und V sind dieselben Personen antragsberechtigt wie die in Abs. II bezeichneten.

XVII.

I. — *ad article 160 :* Ne rentrent pas dans la définition des syndicats d'employeurs, les syndicats économiques (*wirtschaftliche Syndicate*), les corporations de métiers (*Innungen*) et les unions de corporations de métiers (*Innungsverbände*).

2. — *ad article 161 :* Rentrent en tout cas dans la définition des syndicats d'employés, tous les syndicats représentant les tendances suivantes :

Syndicats allemands.

1. Syndicats libres.....
2. Syndicats chrétiens....
3. Syndicats libéraux..... *(Hirsch-Duncker).*

} des ouvriers et des employés.

Syndicats polonais.

4. Union syndicale polonaise *(Zjednoczenie Zawodowe Polski).*
5. Union centrale polonaise *(Centralny Związek Zawodowy Polski).*

} des ouvriers et des employés.

Le fait de s'occuper d'autres questions de nature économique, comme par exemple le développement de la vie culturelle de la classe ouvrière, l'instruction de la classe ouvrière au point de vue économique ou l'encouragement donné à la création de coopératives de consommation, n'ôte pas à un syndicat son caractère de syndicat d'employés.

3. — *ad article 164 :* L'exercice de l'activité d'un syndicat ne devra pas dépendre de conditions qui ne sont pas prévues pas les lois en vigueur dans le territoire plébiscité au moment du transfert de la souveraineté, comme par exemple l'inscription à un registre, la notification de la composition du bureau aux autorités administratives, etc., pour autant que de telles restrictions ne seront pas introduites dans la partie allemande du territoire plébiscité.

4. — *ad article 168 :* On entend par contrats collectifs pour l'ensemble du territoire plébiscité, les contrats collectifs dont l'application s'étend au territoire allemand ainsi qu'au territoire polonais, sans dépasser toutefois les limites du territoire plébiscité.

XVIII.

L'admissibilité de l'évocation, en cas de différends de droit privé sur le point de savoir si des contrats collectifs sont conformes aux dispositions du titre « Syndicats d'employeurs et d'em-

XVII.

1. Zu Artikel 160: Wirtschaftliche Syndikate, Innungen und Innungsverbände fallen nicht unter den Begriff der »Arbeitgebervereinigung«.

2. Zu Artikel 161: Unter den Begriff der »Arbeitnehmervereinigung« fallen jedenfalls alle Vereinigungen folgender Richtungen:

Deutsche Gewerkschaften:

1. Freie Gewerkschaften
2. Christliche Gewerkschaften
3. Hirsch-Dunckersche Gewerkschaften

} der Arbeiter und Angestellten

Polnische Gewerkschaften:

4. Polnische Berufsvereinigung (Zjednoczenice Zawodowe Polskie)
5. Polnischer Zentralverband (Zentralny Związek Zawodowy Polski)

} der Arbeiter und Angestellten

Die Beschäftigung mit sonstigen Fragen wirtschaftlicher Art, wie beispielsweise der kulturellen Hebung oder volkswirtschaftlichen Belehrung der Arbeiterklasse oder konsumvereinlichen Bestrebungen, nehmen einer Vereinigung nicht den Charakter als Arbeitnehmervereinigung.

3. Zu Artikel 164: Die Ausübung der Tätigkeit einer Vereinigung darf nicht an Voraussetzungen geknüpft werden, die in den zur Zeit des Übergangs der Staatshoheit im Abstimmungsgebiete geltenden Gesetzen nicht enthalten sind, wie etwa Eintragung in ein Register, Anmeldung des Vorstandes bei Verwaltungsbehörden usw., soweit nicht etwa im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets solche Beschränkungen eingeführt werden.

4. Zu Artikel 168: Unter »Gemeinsamen Tarifverträgen für das Abstimmungsgebiet« sind Tarifverträge zu verstehen, deren räumlicher Geltungsbereich sich auf deutsches wie auf polnisches Staatsgebiet erstreckt, über die Grenzen des Abstimmungsgebiets aber nicht hinausreicht.

XVIII.

Die Zulässigkeit der Evokation im Falle von privatrechtlichen Streitigkeiten über die Frage, ob Tarifverträge mit den Bestimmungen des Titels »Arbeitgeber- und Arbeitnehmervereinigungen« im

ployés », résulte des dispositions de l'article 588 concernant l'évocation.

XIX.

Au cas où les organisations visées à l'article 227, paragraphe 3, alinéa 2, ne seraient pas établies dans le délai d'un mois à dater du transfert de la souveraineté, la Commission mixte fera, à la demande de l'une des Parties contractantes, des propositions aux deux Gouvernements en vue de remédier par de nouveaux accords aux inconvénients résultant de cette situation.

XX.

Les dispositions du titre «Finances» ne portent en rien atteinte aux dispositions du paragraphe 244 du Code civil allemand.

XXI.

ad article 349, paragraphe 1

Le degré de rendement suivant est convenu:

1. — Etablissement de Zawada:

Les travaux devront être conduits de façon à obtenir un rendement journalier d'environ 20,000 mètres cubes, en procédant, au besoin, au forage d'un nouveau trou de sonde et à l'abaissement du niveau d'eau.

2. — Etablissement Adolfschacht:

Les installations de chaudières et de machines devront être établies de manière à pouvoir envoyer, d'une façon permanente, vers les territoires à alimenter, la quantité d'eau fournie par les trois trous de sonde actuellement en exploitation. En particulier, les pompes d'alimentation devront pouvoir abaisser le niveau d'eau du trou de sonde N° 3 autant que possible, jusqu'à ce qu'il vienne affleurer immédiatement au-dessus du raccord de pompes actuel. On espère que le débit journalier de cette usine sera de ce fait porté à environ 20 mètres cubes par minute, c'est-à-dire 28 à 29,000 mètres cubes par jour.

XXII.

En même temps que la Convention, sera ratifié et entrera en vigueur, un Accord spécial concernant les *Grenzübergangsbahnhöfe — dworce graniczne.*

XXIII.

Les deux Gouvernements se communiqueront l'un à l'autre le montant des indemnités qu'ils ont l'intention d'accorder aux Membres de la

Einklange stehen, ergibt sich aus den Vorschriften des Artikel 588 über die Evokation.

XIX.

Sollten die im Artikel 227 § 3 Abs. 2 vorgesehenen Organisationen nicht innerhalb eines Monats nach dem Übergange der Staatshoheit errichtet sein, so wird die Gemischte Kommission auf Antrag eines der vertragschließenden Teile den beiden Regierungen Vorschläge unterbreiten, um im Wege neuer Vereinbarungen den Unzuträglichkeiten abzuhelfen, die sich hieraus ergeben.

XX.

Durch die Bestimmungen des Titels »Finanzen« werden die Vorschriften des § 244 des Deutschen Bürgerlichen Gesetzbuchs nicht berührt.

XXI.

Zu Artikel 349 § 1: Folgende Erhöhung der Leistungsfähigkeit der Wasserwerke wird beabsichtigt:

1. Wasserwerk Zawada: Das Werk soll erforderlichenfalles durch Niederbringen eines neuen Bohrlochs und bergmännische Absenkung des Wasserspiegels so ausgebaut werden, daß eine tägliche Wasserförderung von etwa 20 000 cbm erreicht wird.
2. Wasserwerk Adolfschacht: Die Kessel- und Maschinenanlagen sollen derart ausgestaltet werden, daß sie dauernd im Stande sind, die gesamte Ergiebigkeit der jetzt vorhandenen drei Bohrlöcher dem Versorgungsgebiete zuzuführen. Insbesondere sollen die Zubringerpumpen den Wasserspiegel des Bohrloches 3 möglichst bis unmittelbar über den jetzigen Pumpenanschluß absenken können. Es wird erwartet, daß alsdann die Wasserförderung des Werkes auf etwa 20 cbm in der Minute, das sind 28 000 bis 29 000 cbm täglich, gebracht wird.

XXII.

Gleichzeitig mit dem Abkommen soll das besondere Abkommen über die Grenzübergangsbahnhöfe ratifiziert werden und in Kraft treten.

XXIII.

Die beiden Regierungen werden sich gegenseitig den Betrag der Entschädigungen mitteilen, den sie den Mitgliedern der Gemischten Kommission zu ge-

Commission mixte, ainsi que le montant du traitement des Arbitres et des Agents d'État.

XXIV.

Si, aux termes de la Convention, le point de départ d'un délai est la date du transfert de la souveraineté, ce délai, sauf stipulation contraire de la Convention, commencera à courir un mois après l'entrée en vigueur de la Convention.

XXV.

Au cas où une erreur d'impression se serait glissée dans le texte officiel de la Convention, les deux Gouvernements entreront sans délai en pourparlers, sur la demande de l'un d'eux, afin de corriger l'erreur. Le Président du Tribunal arbitral pourra être invité à prendre part à ces pourparlers. Les corrections établies d'accord entre les représentants des deux Gouvernements, seront considérées comme ayant force obligatoire et seront publiées dans les journaux officiels des deux États, à savoir dans le *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej* et dans le *Reichsgesetzblatt*.

Cette clause n'est valable que jusqu'au 1er janvier 1923.

Fait à Genève, le quinze mai mil neuf cent vingt deux.

(L. S.) *(Signé): Eugen Schiffer.*

(L. S.) *(Signé): Casimir Olszowski.*

---

währen beabsichtigen, sowie den Betrag des Gehaltes der Schiedsrichter und der Staatsvertreter.

XXIV.

Ist nach dem Inhalt des Abkommens für den Anfang einer Frist der Übergang der Staatshoheit maßgebend, so beginnt die Frist, falls nicht in dem Abkommen ein anderes bestimmt ist, einen Monat nach dem Inkrafttreten des Abkommens.

XXV.

Sollte der amtliche Text des Abkommens einen Druckfehler aufweisen, so werden die beiden Regierungen, sobald eine von ihnen es wünscht, unverzüglich in Erörterungen über die Beseitigung des Druckfehlers eintreten. Der Präsident des Schiedsgerichts kann gebeten werden, an den Erörterungen teilzunehmen. Die von den Vertretern der beiden Regierungen festgestellten Verbesserungen sollen verbindliche Kraft haben und in den amtlichen Gesetzblättern beider Staaten, dem Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiy und dem Reichsgesetzblatt, veröffentlicht werden.

Diese Bestimmung gilt bis zum 1. Januar 1923.